



LE POING LEVÉ



FACE AUX ATTAQUES RÉACTIONNAIRES À RÉPÉTITION ET À LA CASSE DE L'UNIVERSITÉ PUBLIQUE, POUR UNE RIPOSTE UNIVERSITAIRE UNITAIRE !

Les 7 et 8 janvier derniers a eu lieu à la Sorbonne un pseudo-colloque sur le « wokisme », organisé par le Collège de Philosophie et l'Observatoire du Décolonialisme avec le soutien du Comité Laïcité République, ouvert par Jean-Michel Blanquer, qui s'est vanté de l'avoir financé sur des fonds publics, et conclu par le président de l'HCERES Thierry Coulhon. Après avoir débattu, entre autres, pour savoir comment interdire les sorties scolaires aux femmes portant le foulard et comment réprimer les « islamo-gauchistes », certains « contributeurs », parmi lesquels les éditorialistes réactionnaires Élisabeth Lévy ou Mathieu Bock-Côté, le candidat LR dissident Sami Biasoni, ou Pierre-André Taguieff - inventeur du terme « islamo-gauchisme », n'ont pas hésité à assimiler critiques du racisme systémique et théories complotistes.

Cet évènement n'est pas un acte isolé mais participe d'une offensive idéologique dirigée par l'extrême-droite à laquelle participe le gouvernement depuis plusieurs mois contre tout ce qui s'apparente à une critique des oppressions systémiques, une offensive qui porte directement atteinte à la liberté pédagogique et de la recherche. L'objectif est de réprimer, interdire et criminaliser l'ensemble des dynamiques intellectuelles, politiques et sociales qui les remettent en question : les études décoloniales ou sur le genre, les mouvements sociaux ou même le militantisme syndical et associatif dans les universités. L'augmentation du nombre de vigiles et la répression des blocages et mobilisations étudiantes le montre bien, à la Sorbonne comme ailleurs.

Le service d'ordre de cet événement politique aux faux airs de colloque était entre autres assuré par des membres de l'UNI, syndicat conservateur proche de LR et de la Cocarde, autre organisation étudiante dont les membres participent activement à la campagne d'Éric Zemmour. Ces groupes de droite radicale ou d'extrême-droite défendent une vision élitiste, raciste et ultralibérale de l'université, tout en attaquant parfois physiquement les étudiant·e·s qui s'opposent à eux, comme lors de la manifestation du 8 décembre à Aix-en Provence.

Dans le même temps, fort des divisions qu'il crée avec ses multiples attaques sur le terrain idéologique, le gouvernement poursuit la casse de l'université publique. Après le passage en force de la Loi de Programmation de la Recherche (LPR), pourtant décriée par la grande majorité de la communauté scientifique car renforçant la compétition entre universités, alors que la crise sanitaire a révélé le manque structurel de moyens dans les universités, Emmanuel Macron a explicitement posé

l'hypothèse d'une nouvelle réforme libérale venant cette fois mettre un terme à la gratuité de l'enseignement supérieur et fermant les portes des universités aux étudiant.e.s précaires et boursiers. Ces annonces ne sont que la continuité des réformes du bac, de Parcoursup, de la loi Bienvenue en France ou plus récemment des déclarations de la ministre de l'Enseignement supérieur Frédérique Vidal sur la sélection en master. Elles sont particulièrement indignes dans le contexte actuel de crise sanitaire et sociale qui plonge de nombreux·ses étudiant·e·s dans la précarité.

Ces offensives ne sont en réalité que les deux versants d'une même pièce. Le gouvernement de Macron, comme ceux de Hollande et Sarkozy avant lui, entend revenir sur tous les acquis de l'université publique pour en faire un lieu de formation idéologique adapté aux intérêts de la classe dominante. Il rêve d'universités fermées aux classes populaires, où il serait interdit de remettre en question le racisme systémique et les violences policières, pleine d'une main d'œuvre jeune et précaire dont les filières professionnalisantes n'auraient plus qu'à les modeler pour les rendre conformes aux besoins du patronat.

Nous ne pouvons rester passif·ves face à une attaque généralisée contre l'université publique et la liberté pédagogique et de la recherche, d'autant plus qu'elle participe directement à la montée de l'extrême-droite, y compris sur nos campus. Alors que le personnel de l'Education nationale et les lycéens nous ont montré la voie en se mobilisant contre Jean-Michel Blanquer et sa politique de casse du service public scolaire, il s'agit d'opposer une réponse unitaire d'ampleur à la casse du service public de l'enseignement supérieur !

Face à la destruction de nos acquis et contre ces offensives idéologiques, il est urgent de lutter pour une université gratuite et ouverte à toutes et tous, dotée de moyens à la hauteur de nos besoins :

- Embauches massives et titularisation des personnels précaires
- Aides financières aux étudiant·e·s en précarité alimentaire ou de logement
- Abrogation de toutes les réformes de sélection à l'université
- Abrogation de la LPR et de la loi ORE
- Abrogation du plan "Bienvenue en France" introduisant des droits différenciés et des augmentations massives de frais pour les étudiant.e.s étrangers
- Masques FFP2, tests et gels gratuits pour toutes et tous, installation de systèmes d'aérations efficaces dans toutes les salles et amphithéâtres, campagne de vaccination sur les sites universitaires

Le 27 janvier, construisons un cortège commun de l'ESR dans la manifestation interprofessionnelle, et le 3 février, investissons massivement la rue pour exiger des moyens pour l'Université !

Restons vigilant.e.s et mobilisé.e.s contre l'extrême-droite, le racisme, l'antisémitisme, le sexisme, les LGBTQphobies et toutes les oppressions où qu'elles se trouvent, à l'Université comme dans la rue !

SIGNATAIRES :

Le Poing Levé Paris 1, Snasub-FSU Paris 1, FSE Paris 1, Unef Paris 1, SA P1, CGT Paris 1, Sud Éducation Paris 1, Sud Éducation Sorbonne Université, Solidaires étudiant·e·s Sorbonne Université, SNESUP-FSU Paris 1, Liste PULS Paris 1